

Un arbre à palabre pour échanger, apprendre et construire

Forum multi-acteurs sur la gouvernance au Mali

*Sous l'égide du Commissariat au Développement institutionnel (CDI),
avec l'appui du Service de Coopération et d'Action culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France
et de l'Alliance pour refonder la gouvernance en Afrique (ARGA)*

SÉANCE 3 :

Le processus électoral au Mali

Jeudi 3 décembre 2009

Regards croisés de la vision des citoyens

Par le Secrétariat permanent

Contacts :

forummultiacteurs@yahoo.fr

Abdoul Aziz AGUISSA (CDI) - Tél.: (+223) 66 78 60 32 - Mél.: a_aguissa@cdi-mali.gov.ml

Néné Konaté TRAORE (ARGA) - Tél.: (+223) 76 42 02 80 - Mél.: nene_konate@yahoo.fr

Elisabeth DAU (SCAC/CDI) - Tél.: (+223) 74 65 11 64 - Mél.: elisabethdau@yahoo.fr

Ambroise DAKOUO (ARGA) - Tél. : (+223) 76 01 70 20 - Mél.: ambroisedak01@yahoo.fr

Contexte

Depuis plusieurs années, le Mali s'est *engagé* dans la voie de la démocratie pluraliste. *Dans ce processus démocratique l'organisation d'élections régulières constitue un exercice majeur. Car le processus électoral permet aux citoyens de légitimer à travers leur vote les dirigeants en charge de la gestion des affaires publiques.*

Or force est de constater que le dépérissement du processus électoral au Mali est continu, comme en témoigne encore les élections communales de 2009 où le taux de participation n'était que de **23,90%** dans le district de Bamako. Ce dépérissement procède de plusieurs facteurs et indexe la responsabilité de l'ensemble des acteurs (citoyens, acteurs politiques, organisateurs, etc.). De la responsabilité des acteurs, il faut entendre : leur connaissance du processus, leur compétence, leurs usages politiques et sociaux, etc.

3.2 - Méthodologie

En vue d'appréhender le point de vue des acteurs quand on aborde la question du processus électoral nous avons procédé à une collecte de paroles. Ainsi donc, pour aboutir aux regards croisés des acteurs, un dispositif de collecte de parole a été mis en place. Ce dispositif de collecte visait le recueil d'information de plusieurs acteurs relativement à leurs expériences, leur vécu, leur connaissance du processus électoral au Mali. Dans cette démarche, l'étude s'est réalisée dans les six communes du District de Bamako auxquelles ont été ajoutées les communes de Kalanbakoro et de Moribabougou. Les acteurs concernés par la collecte se répartissent en trois catégories :

1. Les citoyens (électeurs)
2. Les partis politiques (élus, candidats, responsable de parti politique, etc.)
3. Les institutions et structures (le MATCL, la CENI, la DGE, la CC, etc.)

Une équipe pluridisciplinaire de huit collecteurs (sociologue, anthropologue, juriste, etc.) a été mise en place pour la réalisation de la collecte.

Au total soixante (60) fiches d'expériences ont été collectées. Ces fiches ont été analysées grâce à la cartographie conceptuelle. La grille d'analyse retenue à cet effet est :

- Constats
- Défis/ Enjeux
- Propositions

Questions de collecte

- Quels sont les défis et enjeux liés au processus électoral,
- Quelle est la responsabilité des différents acteurs (partis politiques, élus, candidats, CENI, DGE, MATCL, citoyens, partenaires techniques et financiers PTF, société civile, médias, etc.) dans le dépérissement du processus électoral ?
- Quelles sont les causes de la non participation des citoyens aux différents processus électoraux ?
- Selon vous, à quoi servent les élections ? Qu'attendez-vous des élections ?
- Que proposez-vous pour améliorer le processus électoral ?

3.3 - Analyse croisée des paroles collectées

La collecte de paroles des différents acteurs sur le processus électoral au Mali a abouti aux regards croisés de ces acteurs à partir des éléments de la grille d'analyse suivante : constats, défis/ enjeux, propositions. A l'analyse des paroles collectées, il est apparu plusieurs points de convergence entre les acteurs qui ont été regroupés en différents sous-thématiques.

3.3.1 Constats généraux

➤ La problématique de la maîtrise des enjeux liés au processus électoral

- La problématique de la connaissance du sens, du contenu ou des enjeux liés au processus électoral par les citoyens.
- La non perception de l'intérêt et de l'enjeu du vote par les citoyens s'illustre par le non retrait des cartes d'électeurs et la non participation des citoyens au vote.

- Les différentes pratiques des acteurs de la scène politique ne favorisent pas une réelle lisibilité du sens.
- Le détournement des citoyens du processus électoral est en partie dû au sentiment que les résultats des élections sont connus avant même la tenue des scrutins électoraux et que leur vote n'y changera rien.
- Le détournement des citoyens au processus électoral est fortement enraciné dans la conscience collective expliquant le faible taux de participation des citoyens au vote.

➤ **Les pratiques de la fraude électorale dans le processus électoral**

- La primauté de la pratique de la fraude mise en œuvre par les acteurs politiques dans le processus de la compétition électorale.
- La fraude électorale se caractérise notamment par : le vote par témoignage, la procuration, le bourrage des urnes, l'achat de consciences, le vote multiple, la falsification des bulletins de vote, le vote des mineurs, l'intimidation des observateurs, etc.
- Pour la mise en œuvre de la fraude les partis politiques sont en complicité avec certaines autorités administratives centrales, déconcentrées et décentralisées (juges, sous-préfets, polices, élus, etc.).
- Ces dernières aident soit par leur complicité, soit par leur passivité devant les cas fraudes électorales. Plusieurs citoyens sont également complices et participent à la fraude électorale.
- L'implication des partis politiques dans l'organisation des activités du processus électoral notamment à la révision des listes électorales entrave souvent le bon déroulement des opérations.
- Les différentes opérations de préparation des élections constituent également pour les acteurs le moyen de planifier la fraude contribuant fortement à l'altération du processus d'organisation des élections à travers ces différentes étapes.

➤ **La responsabilité des acteurs en charge de la conduite du processus électoral**

- L'organisation d'élections régulières dans une démocratie permet la légitimation des dirigeants en charge de la conduite des affaires publiques.
- Au Mali, l'organisation des élections constitue de plus en plus un défi pour l'Etat et l'ensemble des acteurs en charge de la conduite de ce processus.
- L'effritement du processus électoral est continu malgré les efforts de l'Etat à travers la création de plusieurs institutions et structures en charge de l'organisation des élections.
- Plusieurs acteurs sont en cause dans l'accentuation du processus électoral notamment les autorités administratives, déconcentrées et décentralisées (justice, police, sous-préfets, élus, etc.).
- Les autorités, à travers leur passivité et leur complicité avec les acteurs politiques devant les cas de fraudes entravent l'évolution démocratique du processus.
- Le manque de fiabilité du fichier électoral et la faible participation des citoyens entachent profondément la légitimité des résultats des scrutins électoraux.
- L'insuffisance des ressources humaines compétentes pour l'organisation des élections et aussi la corruption des agents électoraux sont autant de facteurs qui participent à l'altération du processus électoral.
- Au Mali, les compétences et les moyens humains et financiers offerts aux exécutifs sortants (présidents, maires, etc.) afin d'organiser les élections entraînent un abus des ressources publiques (médias, personnel, etc.) et favorisent leur maintien au pouvoir au détriment des autres candidats.
- Le sentiment de *népotisme* est largement partagé par les citoyens notamment à travers la discrimination des élus dans la délivrance des services publics en faveur de leurs proches, toute chose qui décourage les citoyens à s'investir dans le processus électoral.
- La non tenue des promesses électorales et le non respect du devoir de rendre compte par les élus de la gestion des affaires publiques aux citoyens, démotivent fortement ces derniers à s'impliquer dans le processus.

➤ **Les pratiques des formations politiques**

- La création inflationniste des partis politiques s'inscrit dans une logique affairiste déconnectée du sens fondamental du processus électoral.
- Les partis politiques apparaissent de plus en plus comme des associations d'amis qui ne partagent aucune conviction démocratique.

- Au sein de la majorité de ces formations politiques, le choix démocratique des candidats lors des élections est largement biaisé. Cette démarche démocratique consiste plutôt en une imposition des candidats en tête de liste et ce du fait de leur seul pouvoir financier, ce qui soulève d'ailleurs la problématique de la légitimité de ces derniers face aux populations.
- L'implication des partis politiques dans le processus d'organisation des élections notamment pendant la révision de la liste électorale entrave souvent le bon déroulement des activités.
- L'opération de révision des listes électorales constitue pour certains acteurs politiques le moyen de pratiquer la fraude depuis la source à travers l'inscription de citoyens fictifs (des personnes décédés, des saisonniers ne résidents plus dans la commune, etc.) sur les listes électorales.
- Lors des élections, il y a un nombre élevé de candidatures qui altère la visibilité du choix des électeurs.
- Pour mobiliser les citoyens les acteurs politiques misent sur l'organisation d'activités spectaculaires, l'achat des consciences (l'incitation financière des citoyens au vote), etc.
- Le caractère folklorique des campagnes électorales détourne l'attention des citoyens des programmes des partis politiques et favorise la personnalisation du vote.
- A la suite des élections, les coalitions des opposants provoquent des conflits stériles, latents et nuisent au fonctionnement de l'appareil exécutif et à la légitimité des élus.
- La contestation permanente des résultats des urnes par les acteurs politiques renforce le manque de confiance des citoyens au processus électoral.
- La faiblesse de la culture politique et la non tenue des promesses par les élus qui vident la politique de son sens.
- Le non accès et la non clarté de l'information sur le fonctionnement des formations politiques et aussi sur le processus électoral renforcent le citoyen dans son choix de ne pas s'investir dans le processus au regard du caractère *ésotérique* de l'ensemble du système.

3.3.2 Défis/ Enjeux

➤ La normalisation de la fraude électorale

- Il y a une prédominance de la fraude électorale comme moyen d'accès aux postes électifs et ce au détriment des programmes et projets de société lors des élections (notamment lors des communales de 2009).
- Pour la mise en œuvre de la fraude les acteurs politiques procèdent à l'instrumentalisation des jeunes et des femmes pour l'orchestration de la fraude électorale contre la vocation démocratique du processus.
- L'instrumentalisation des citoyens se fait notamment à travers l'incitation financière au vote, la corruption à travers l'offre de produits de consommation, etc.
- La stratégie de fraude est élargie et touche plusieurs agents des bureaux de vote, de la justice, de la police, etc.
- La passivité, la complicité, et la corruption des autorités, administratives centrales, déconcentrées et décentralisées dans les cas de fraudes électorales dénoncées, contribuent fortement au dépérissement du processus électoral.
- Les citoyens se sont réappropriés le rapport marchand et *clientéliste* en proposant eux-mêmes *la rémunération* de leur vote, etc.
- La marchandisation du vote interpelle l'ensemble des acteurs au changement de comportement à travers une prise de conscience effective des enjeux.
- La lutte contre la normalisation sociale et politique de la fraude électorale exige des candidats crédibles, compétents, honnêtes, respectueux des engagements et soucieux de la bonne gestion du bien public. Car l'un des défis c'est d'arriver à l'organisation d'élections où la pratique de la fraude électorale est minimisée. Partant l'on rejoindrait l'une des vocations démocratiques du processus, qui est de faire des élections un processus de légitimation des dirigeants et non une simple formalité.

➤ La problématique de la participation des citoyens dans le processus électoral

- La problématique de la participation des citoyens au processus électoral reste cruciale.
- La nécessité pour l'ensemble des acteurs de remédier à l'opacité du processus électoral.
- Une meilleure lisibilité du champ politique par la majorité des citoyens contribuerait à la compréhension de l'enjeu, de l'intérêt, et surtout du sens du processus électoral dans son ensemble.

- La discordance des projets de société proposés par plusieurs candidats avec les réalités des populations dénote de la divergence des préoccupations entre populations et acteurs politiques.
- La dynamisation du processus électoral à travers la participation des citoyens passe aussi par l'implication de ces derniers dans la gestion de leur collectivité.
- Le développement du contrôle citoyen sur la gestion des affaires publiques par les autorités élues doit s'effectuer sur les différentes échelles de pouvoir.
- La nécessité d'un changement de comportement est impérative pour une prise de conscience du bien fondé du processus électoral par les populations et aussi par l'ensemble des acteurs.

➤ **La réglementation et la gestion des ressources liées au processus électoral**

- La nécessité de renforcer les organisations et acteurs en charge de la conduite du processus électoral.
- Les partis politiques doivent disposer de ressources humaines compétentes et qui garantissent une bonne implication dans la conduite du processus électoral.
- Il faut réglementer les pratiques en mettant fin au paiement d'une caution par les candidats pour être tête de liste lors des élections.
- Les acteurs politiques et étatiques doivent également s'engager au renforcement des dispositions réglementaires afin d'assainir la pratique du nomadisme politique.
- Les partenariats multiples peuvent contribuer encore plus au renforcement du processus.
- La forte implication des ONGs internationales et des bailleurs de fonds auprès des autorités locales pourrait alors contribuer alors à une organisation efficiente et efficace du processus électoral conforme aux aspirations du peuple malien.
- Il faudrait instaurer un mécanisme de contrôle qui garantisse la bonne gestion des fonds alloués par l'Etat aux partis politiques.
- La création et le financement des partis politiques doivent être soumis à des réglementations strictes afin de parer à leur création inflationniste et à leur accès légal au fonds publics.
- La lutte contre la fraude électorale passe aussi par le renforcement des mesures de contrôle et de sanction en place.
- Le renforcement des mécanismes de contrôle des institutions doit garantir l'organisation d'élections sans fraudes électorales.
- L'informatisation du processus du vote faciliterait l'accès des citoyens au bureau de vote et contribuerait à la lutte contre la fraude électorale.
- L'organisation d'élections par l'exécutif sortant constitue un défi qui indexe la transparence du processus.
- L'ensemble des dispositions en place doit être renforcé afin de mettre fin à la culture de l'impunité qui entache la légitimité des élus et des institutions, et accentue la crise de confiance entre acteurs.
- Rendre le vote obligatoire pour tous les citoyens inscrits sur les listes électorales et en tenir compte des autres formes de vote.

3.3.3 Propositions

➤ **Promotion des activités d'éducation à la citoyenneté**

- Pour favoriser la maîtrise des enjeux liés au processus électoral il faudrait privilégier les initiatives d'information et de formation dans les langues des populations afin de s'assurer de son accessibilité par le plus grand nombre.
- Pour renforcer la connaissance du sens lié au processus électoral, il faudrait promouvoir le renforcement des capacités des acteurs à travers l'éducation et la conscientisation de l'ensemble des acteurs de la scène politique dans nos langues nationales sur les défis et enjeux du processus électoral.
- Pour lutter contre les usages politiques et sociaux liés au processus électoral seule une prise de conscience collective peut favoriser un changement de comportement. Dans cette démarche, les valeurs sociétales (tolérance, respect du bien commun, etc.) peuvent aider au respect des principes fondamentaux de la démocratie.
- Il faut incorporer dans le système éducatif l'éducation civique depuis l'école fondamentale afin de favoriser un changement de comportement pour une évolution positive du processus.
- Il faut accentuer la mise à contribution des médias afin de permettre aux populations l'apprentissage de la citoyenneté et garantir la participation de ces derniers à la consolidation de la démocratie.

➤ **Renforcer les capacités et les compétences des structures d'organisation du processus électoral**

- Pour lutter contre la fraude électorale, il est indéniable de sécuriser l'ensemble du processus d'organisation des scrutins électoraux et de garantir l'application des sanctions des fraudes contre tout acteur qui procéderait à des pratiques frauduleuses.
- Plusieurs propositions s'inscrivent dans cette logique : le renforcement des dispositifs administratifs (police, justice, etc.) de sanction de la fraude, l'informatisation du processus de vote, la substitution des cartes d'électeurs par des cartes uniques qui seront valables comme pièces d'identité, etc.
- La création d'une structure unique de gestion du processus électoral avec des ressources humaines assermentées, compétentes et soucieuses du respect de l'éthique et de la déontologie contribuerait sans doute à l'amélioration du processus électoral au Mali.

➤ **Inciter à la promotion de la culture politique**

- Renforcer les dispositions réglementaires afin de lutter contre la création inflationniste des partis politiques. Aussi le nombre impressionnant de formations politiques nécessite la mise en place de dispositions afin d'assainir l'échiquier politique.
- Inciter les partis politiques au respect des règles d'éthique et de déontologie régissant la vie politique démocratique en vue de rétablir la confiance entre citoyens et acteurs politiques.
- Le développement de la culture politique, le choix démocratique des candidats et leur positionnement sur les listes qui correspond aux attentes des militants (et non à leur seul pouvoir financier afin de coïncider avec l'aspiration populaire) pourraient favoriser la gouvernance au sein des partis politiques passe.
- Dans la dynamique de la consolidation du processus électoral, les partis politiques doivent disposer de cadres compétents et qui garantissent une participation efficiente à l'animation du processus.

Synthèse

L'analyse du processus électoral à travers le regard croisé des différents acteurs intervenants dans ce processus, a permis d'aboutir à des conclusions concordantes. En effet, il ressort de la collecte de paroles des acteurs **une uniformité de points de vue quant aux constats, aux défis/ enjeux et aussi aux propositions.**

De l'analyse croisée des paroles des différents acteurs, il apparaît une ferme volonté de changement qui ne peut s'effectuer qu'à travers une prise de conscience effective de l'ensemble de ces acteurs. Dans ce sens il faudrait redéfinir *le contrat social et politique* qui a prévalu lors de l'avènement de la démocratie au Mali afin de construire *une perspective électorale* digne de toutes les aspirations.

Questions

A la suite de l'analyse, plusieurs questions de fonds sont apparues :

- Comment favoriser la maîtrise des enjeux du vote par les citoyens ?
- Dégager les éléments de renforcement de la culture politique pour redonner au processus électoral son sens fondamental ?
- Comment lutter efficacement contre la normalisation de la fraude électorale ?
- Quelle pertinence ? quels défis et quels enjeux liés à la création d'une structure unique pour la gestion du processus électoral ?



Défis/ Enjeux

Constats

REGARDS CROISES

Propositions

LEGENDE :
Rouge : institutions / structures chargées de l'organisation des élections
Vert : partis politiques / candidats
Jaune : citoyens / électeurs

Mettre fin à la culture de l'impunité qui entache la légitimité des élus et des institutions, et accentue la crise de confiance entre acteurs

L'organisation d'élections sans fraudes

Le développement du contrôle citoyen sur la gestion des affaires publiques par les autorités élues aux différentes échelles de gouvernance

Faire des élections un processus de légitimation des dirigeants et non une simple formalité

La lutte contre la prédominance de la fraude électorale mise en œuvre par les acteurs politiques au détriment des programmes et projets de société

Rendre obligatoire le vote par tous les citoyens inscrits sur les listes électorales et tenir compte des autres formes de vote

L'organisation d'élections par l'exécutif sortant biaise les résultats des scrutins

L'instrumentalisation des jeunes et des femmes pour l'orchestration de la fraude électorale les détourne de la vocation démocratique du processus électoral

L'instauration d'un mécanisme de contrôle qui garantisse la bonne gestion des fonds alloués par l'Etat aux partis politiques

Lutte contre la normalisation sociale et politique de la fraude électorale en exigeant des candidats crédibles, compétents, honnêtes, respectueux des engagements et soucieux de la bonne gestion du bien public

La forte implication des ONGs internationales et des bailleurs de fonds auprès des autorités locales devrait contribuer à l'organisation efficiente du processus électoral

La discordance entre les projets de société et les réalités des populations

Les partis politiques doivent disposer de ressources humaines compétentes

Assainir la pratique du nomadisme politique

Mettre fin au paiement d'une caution par les candidats pour être tête de liste lors des élections

Un changement de comportement doit se faire impérativement pour une prise de conscience du bien fondé du processus électoral

La création et le financement des partis politiques doivent être soumis à des réglementations strictes afin de parer à leur création inflationniste

La réappropriation du rapport marchand par les citoyens interpelle au changement de comportement de l'ensemble des acteurs du processus électoral

Les mauvaises pratiques des partis politiques n'encouragent pas les citoyens de bonne volonté à adhérer au processus électoral ce qui explique leur désaffection grandissante face aux urnes

La fraude électorale se caractérise par : le vote par témoignage, la procuration, le bourrage des urnes, l'achat de consciences, le vote multiple, la falsification des bulletins de vote, le vote des mineurs, l'intimidation des observateurs, etc.

La fraude électorale à grande échelle par les partis politiques est une entrave au bon fonctionnement des scrutins électoraux

Le manque de fiabilité du fichier électoral et la faible participation des citoyens entachent la légitimité des résultats des scrutins électoraux

Formuler tous les acteurs de la scène politique dans nos langues nationales sur les défis et enjeux du processus électoral

Inciter les partis politiques au respect des règles d'éthiques et de déontologies régissant la vie politique démocratique

Promouvoir la gouvernance démocratique au sein des partis politiques

Malgré les efforts financiers mis en œuvre par l'Etat, la société civile, les bailleurs de fonds, etc. les citoyens ne participent pas aux votes

L'exécutif sortant abuse des ressources publiques (médias, personnel, etc.) pour se maintenir au pouvoir au détriment des autres candidats

Les partis politiques apparaissent comme des associations d'amis qui ne partagent aucune conviction démocratique

La création inflationniste des partis politiques s'inscrit dans une logique affairiste déconnectée du sens fondamental du processus électoral

Les pratiques frauduleuses sont des stratégies de plus en plus mises en œuvre par les candidats pour se faire élire

L'ignorance du sens, de l'importance, des défis et des enjeux liés au processus électoral par les populations et le manque de transparence du processus contribuent à la mise en place de dirigeants non légitimes

L'impunité des auteurs de la fraude électorale décourage les citoyens à s'investir dans le processus électoral

Le nombre élevé de candidature aux élections altère la visibilité du choix des électeurs

Les coalitions des opposants à l'issue des élections provoquent des conflits stériles, latents et nuisent au fonctionnement de l'appareil exécutif et à la légitimité des élus

Le caractère folklorique des campagnes électorales détourne l'attention des citoyens des programmes des partis politiques et favorise la personnalisation du vote des citoyens

L'insatisfaction des citoyens et des acteurs politiques est grandissante et persistante après dix sept années de pratique démocratique

La faible participation des citoyens au vote est plutôt liée au détournement du sens à travers la monétisation du processus électoral qu'à la non conformité du système avec nos valeurs

L'absence de cadre de concertation entre l'Etat, les politiques et les citoyens empêche le partage d'informations sur les préoccupations des populations

Le désintérêt des citoyens envers le processus électoral est dû au sentiment que les résultats des élections sont connus avant la tenue du scrutin

L'investissement humain de certains citoyens et acteurs politiques pour le bon déroulement des du processus électoral

La passivité et la complicité des autorités administratives centrales, décentralisées et déconcentrées (justice, police, etc.) devant les cas de fraudes altèrent l'évolution démocratique du processus électoral

Les activités folkloriques lors des campagnes détournent les citoyens des enjeux liés aux élections

L'imposition des candidats en tête de liste du fait de leur pouvoir financier soulève le problème de la légitimité de ces derniers face aux populations

L'implication des partis politiques à la révision des listes électorales entrave souvent le bon déroulement des opérations

La passivité et la complicité des autorités administratives face aux cas de fraudes entravent le bon déroulement des scrutins électoraux

La longue distance entre les bureaux de vote domicile et leurs changements fréquents sont des facteurs de non participation des citoyens au vote

La contestation permanente des résultats des urnes par les acteurs politiques renforce le manque de confiance des citoyens envers le processus électoral

L'accentuation de la fraude et la faible participation des citoyens provoquent le choix des dirigeants par une minorité

La fraude électorale s'accroît et se caractérise par : le vote par procuration, le vote par témoignage, la mauvaise gestion de la distribution des cartes d'électeurs, etc.

L'enracinement du sentiment du manque d'impact du vote chez les citoyens explique leur faible taux de participation aux processus

Le manque de culture politique et la non tenue des promesses par les élus vident la politique de son sens

Le non accès et la non clarté de l'information sur le processus électoral renforcent le citoyen dans son choix de ne pas participer au processus

L'insuffisance des ressources humaines compétentes pour l'organisation des élections et la corruption des agents électoraux altèrent la fiabilité des résultats du scrutin

La discrimination des élus dans la délivrance des services publics décourage les citoyens à participer au processus électoral

Le non respect du devoir de rendre compte par les élus de la gestion des affaires publiques aux citoyens, les demotive à participer aux élections

La non perception de l'intérêt et de l'enjeu du vote par les citoyens s'illustre par le non retrait des cartes d'électeurs et la non participation au vote

L'effritement continu du processus électoral malgré les efforts de l'Etat à travers la création de plusieurs institutions et structures en charge de l'organisation des élections

